Décision : MCRC02-00292

Numéro de référence : M02-07661-5

Date de la décision : Le 15 octobre 2002

Objet : Non-respect de conditions

Endroit : Montréal

Date de l'audience : Le 11 septembre 2002

Présente : Louise Pelletier
Commissaire

Personnes visées :

3-M-30035C-176-P

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC

Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 2V1

Agissant de sa propre initiative

INSTAMEUBLE INC.

10871, avenue Salk
Montréal-Nord (Québec) H1G 6M7

Intimée

Procureur de la Commission: M^e Luc Loisel

LA PROCÉDURE

Les Services juridiques de la Commission des transports du Québec faisaient parvenir à INSTAMEUBLE INC. (ci-après INSTAMEUBLE), un avis d'intention et de convocation aux fins d'analyser son comportement à l'égard du respect des obligations légales et réglementaires qui lui sont imposées dans le cadre de l'application de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* (L.R.Q., c. P-30.3) en matière de sécurité routière et de protection du réseau routier.

L'avis d'intention et de convocation daté du 26 juillet 2002 indique que l'intimée n'a pas respecté l'ensemble des conditions qui lui étaient imposées par la décision MCRC02-00101 du 18 avril 2002. Le dispositif de cette décision se lit comme suit :

- « 1. Déclare INSTAMEUBLE INC. partiellement inapte.
2. Modifie la cote de INSTAMEUBLE INC. pour qu'elle porte la mention « conditionnel ».
3. Ordonne à l'intimée de prendre les mesures suivantes :
- a) De faire suivre à ses chauffeurs un programme de formation d'au moins quatre heures auprès d'une institution ou d'un organisme reconnu portant sur la conduite préventive d'ici le 24 juin 2002.
 - b) De transmettre à la Secrétaire de la Commission, avant le 29 juin 2002, la preuve que ce programme de formation a été suivi.
 - c) De compléter, avant le 24 juin 2002, l'implantation de politique et de procédures de gestion en matière de sécurité routière, afin de vérifier et contrôler, entre autres, les éléments suivants :
 - la vérification avant départ;
 - les heures de travail et de service des chauffeurs;
 - la présence des documents obligatoires à bord du véhicule;
 - le respect du *Code de la sécurité routière*, notamment en ce qui a trait à la vitesse, à la signalisation et au port de la ceinture de sécurité;
 - le suivi d'une formation en conduite préventive pour tout nouveau chauffeur permanent embauché par la compagnie;
 - l'application des mesures disciplinaires ainsi que du système de bonis à la performance.
 - d) D'informer et de diffuser cette politique auprès des employés concernés et de leur faire signer un document constatant qu'ils en ont pris connaissance.
 - e) Ordonne de transmettre à la Secrétaire de la Commission, avant le 29 juin 2002, :
 - une copie de la politique et des mesures de

- contrôles mises en place;
- la preuve que cette politique et ces mesures de contrôles ont été diffusées aux employés concernés.

- f) Ordonne de fournir un rapport détaillé sur la mise en oeuvre des mesures et les résultats obtenus pour la période se terminant le 21 août 2002. Ce rapport devra être transmis à la Secrétaire de la Commission au plus tard le 6 septembre 2002. »

Les Services juridiques de la Commission demandent de déclarer INSTAMEUBLE et ses administrateurs totalement inaptes à l'exploitation d'un service de transport et d'interdire la mise en circulation ou l'exploitation des véhicules de l'intimée parce qu'elle n'a pas respecté les ordonnances de la Commission.

LE DROIT APPLICABLE

Cette demande est soumise dans le cadre de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* dont le but est d'accroître la sécurité des usagers des chemins ouverts à la circulation publique et de préserver l'intégrité de ce réseau.

La Loi permet de modifier la cote d'une personne physique ou morale lorsque les faits démontrent qu'elle a mis en péril ou en danger la sécurité des usagers de la route ou l'intégrité des infrastructures routières. Une modification de cote et son maintien peuvent être assortis de mesures selon les faits démontrés.

La loi prévoit aussi que le défaut de se conformer aux ordonnances de la Commission, peut entraîner une déclaration d'inaptitude totale. Le troisième alinéa de l'article 27 de la Loi se lit comme suit :

« 27. La Commission déclare totalement inapte la personne qui:

[...]

3° a contrevenu à une décision de la Commission la visant ou à une entente administrative convenue avec elle;

[...] »

L'article 30 de la Loi précise qu'une personne déclarée totalement inapte se voit attribuer une cote comportant la mention « insatisfaisant ». Une telle déclaration d'inaptitude totale entraîne une interdiction de circuler ou d'exploiter.

LA PREUVE

À la date prévue pour l'audience, les parties sont présentes et l'intimée est représentée par son président, M. Mario Cinelli.

Le procureur de la Commission fait un bref survol des éléments et motifs notés à l'avis d'intention et de convocation transmis à l'intimée. Il fait entendre Mme Lorraine Brunet, inspecteure au Service de l'inspection et de la vérification de la Commission.

Mme Brunet présente son rapport daté du 9 juillet 2002, intitulé « Rapport administratif concernant le suivi des obligations du P.E.V.L. », transmis à l'intimée en annexe de l'avis d'intention et de convocation. Les conclusions de ce rapport révèlent qu'aucune communication n'a été transmise à la Commission, visant à l'informer des mesures prises par l'entreprise en regard des obligations imposées par la décision MCRC02-00101.

Une autre vérification faite le 11 septembre dernier, révèle que l'intimée est toujours inscrite au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds de la Commission et qu'aucun nouvel événement n'a été ajouté à son dossier PEVL pour la période du 5 avril au 9 juillet 2002.

À cette même date, la Commission n'avait toujours rien reçu de la part de l'intimée pour démontrer sa conformité aux ordonnances imposées et aucune demande d'autorisation de prolongation des délais imposés dans la décision de la Commission, n'a été introduite.

Pour l'intimée, la Commission entend le témoignage de M. Mario Cinelli, son président. D'entrée de jeu, M. Cinelli admet tous les faits relevés au rapport de Mme Brunet. Il explique que c'est en raison de la fermeture du département de transport au début de mai 2002, que l'entreprise n'a rien fait des conditions imposées par la Commission. À cette époque, M. Cinelli n'a pas jugé nécessaire d'informer la Commission de cette situation. Il soumet que l'entreprise a licencié tous ses chauffeurs et qu'elle a cédé l'exploitation de son service de transport à un sous-traitant: 9074-0234 Québec inc., faisant affaires sous la raison sociale de B.A. Livraison.

M. Cinelli explique cette décision corporative, prise quelques temps

après la décision de la Commission, par le fait que le service de transport devenait de plus en plus difficile à gérer. Il soumet que le contrôle et la gestion des chauffeurs et des diverses obligations découlant de la Loi sont de plus en plus complexes et exigeants en termes de ressources financières et humaines à consacrer. Il ajoute que l'entreprise se concentrera désormais à son objectif principal, soit la vente de meubles par son réseau de neuf magasins, et non le transport.

Interrogé par le procureur de la Commission, M. Cinelli confirme que c'est là la deuxième fois que l'entreprise sous-traite l'exploitation de son service de transport. Déjà en octobre 2001, INSTAMEUBLE avait confié tout son transport à un sous-traitant et reprenait, en février 2002, l'exploitation de ses véhicules et de son transport en raison de problèmes de qualité du service et de plaintes de la clientèle. À nouveau en mai 2002, peu de temps après la décision de la Commission du 18 avril 2002, l'entreprise se départit à nouveau de son activité de transport.

M. Cinelli précise que l'entreprise est encore propriétaire de ses véhicules lourds qui sont occasionnellement loués au sous-traitant B.A. Livraison, pour combler les surplus de travail. Selon M. Cinelli, l'intention de l'entreprise est de ne conserver qu'un petit véhicule permettant certains déplacements de meubles entre les magasins. Il réitère que l'intention arrêtée de l'entreprise, est d'utiliser les services de transporteurs sous-traitants pour tous leurs besoins de transport et de distribution.

Une brève suspension de l'audience a permis de recueillir des informations complémentaires en regard du dossier sécurité de 9074-0234 Québec inc. (faisant affaires sous la raison sociale de B.A. Livraison). Cette entreprise est inscrite au Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds de la Commission depuis juin 2000, sous le numéro R-554703-0. La dernière mise à jour a été produite le 3 juin 2002 et révèle l'existence de politiques et procédures de gestion au sein de l'entreprise depuis mars 1999. La cote de sécurité comporte la mention « satisfaisant ».

À la demande de la Commission, M. Cinelli fera parvenir le 7 octobre 2002, une copie du contrat intervenu avec B.A. Livraison. Ce contrat d'une durée d'un an a été conclu le 15 mai 2002. Ce document était accompagné, à la demande de la Commission, d'une copie des formulaires de cessation d'emploi des chauffeurs aux fins de

démontrer leur licenciement suite à la fermeture du service de transport.

Toutefois, l'examen de ces documents révèle des dates de terminaison d'emploi qui réfèrent à l'automne 2001 et même certaines datées de l'an 2000. Aucune des confirmations de licenciement ou de cessation d'emploi des chauffeurs ne correspond à la période d'avril ou de mai 2002. Ces documents ou plutôt leur absence soulèvent plus de questions qu'ils ne fournissent d'assurance à la Commission que le contrôle effectif du transport a été entièrement cédé à une tierce-partie, et que l'intimée ne retient plus aucun contrôle sur cette activité, soit directement ou indirectement.

L'ANALYSE ET LA DÉCISION

La preuve au dossier et les témoignages entendus démontrent clairement que l'intimée a manqué aux obligations que lui imposait la Commission dans sa décision MCRC02-00101. Aucune des conditions imposées en regard de la formation de ses chauffeurs ou de la mise en place de politiques en matière de sécurité routière n'a été remplie dans les délais imposés.

La Commission ne peut que constater qu'il y a eu manquement et défaut de se conformer à l'une de ses décisions.

La Commission a le devoir d'agir et d'exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*. Le troisième alinéa de l'article 27 de cette Loi précise sans équivoque les pouvoirs et devoirs de la Commission. Il y a lieu ici de citer :

« 27. La Commission déclare totalement inapte la personne qui :

[...]

3° a contrevenu à une décision de la Commission la visant ou à une entente administrative convenue avec elle ;

[...] »

Selon cet article, tout défaut de respecter une décision de la Commission sans autorisation expresse, comme une extension de délai, entraîne invariablement et de façon incontournable, une déclaration d'inaptitude totale.

En conséquence, et compte tenu de l'ensemble de la preuve, la Commission, en application de ses compétences, doit déclarer l'intimée totalement inapte au sens de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* et modifier sa cote pour lui attribuer une cote comportant la mention « insatisfaisant ».

Le législateur a prévu qu'une période maximale de cinq ans pouvait s'appliquer à une déclaration d'inaptitude totale. Aucune période minimale ou autres lignes directrices n'ont été incorporées dans la loi par le législateur. Il appartient à la Commission d'apprécier et de juger en fonction de l'intérêt public et de la preuve faite devant elle.

La Commission comprend que l'intention de l'entreprise est de délaisser complètement et à long terme toutes les activités de transport. De l'admission de son dirigeant, l'entreprise ne dispose pas des ressources qualifiées pour exploiter un système de transport et de distribution. La Commission prend note de cette décision corporative de céder l'exploitation du transport et des véhicules lourds à une tierce-partie.

Par ailleurs, la Commission constate aussi des lacunes importantes dans les connaissances du dirigeant de l'entreprise en regard des obligations de gestion découlant de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*, pour ne pas dire une ignorance complète des obligations découlant de la Loi soit à titre de propriétaire de véhicules lourds ou d'exploitant.

La Commission retient la recommandation de son procureur et détermine qu'une déclaration d'inaptitude totale pour une période de deux ans doit être imposée à l'intimée. La durée de cette période vise à s'assurer que l'intimée ne pourra reprendre l'exploitation d'un service de transport à court terme et qu'elle saura trouver les moyens et les mécanismes durables pour sous-traiter efficacement à des entreprises qui sont conformes et qui respectent leurs obligations en matière de sécurité routière.

La Commission est d'opinion qu'il y a lieu de rendre applicable à M. Mario Cinelli, la déclaration d'inaptitude totale pour la même durée, afin de s'assurer que ni l'intimée ni son dirigeant, ne pourront reprendre de façon directe ou indirecte l'exploitation d'un service de transport, soit à titre de propriétaire ou d'exploitant de

véhicules lourds.

VU QUE l'intimée a contrevenu à la décision MCRC02-00101 de la Commission la visant ;

VU ce qui précède ;

CONSIDÉRANT les articles 26 à 38 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds* ;

CONSIDÉRANT la *Loi sur la justice administrative* (L.R.Q., c. J-3) ;

POUR CES RAISONS, la Commission:

1. DÉCLARE totalement inapte l'entreprise visée INSTAMEUBLE INC., pour une durée de deux (2) ans de la présente;
2. MODIFIE la cote comportant la mention « conditionnel » qui fut attribuée par la décision MCRC02-00101 pour lui attribuer la cote portant la mention « insatisfaisant » pour une période de deux (2) ans de la présente;
3. REND applicable à M. Mario Cinelli, principal dirigeant d'INSTAMEUBLE INC., la déclaration d'inaptitude totale pour une durée de deux (2) ans;
4. INTERDIT la mise en circulation ou l'exploitation de tout véhicule lourd de l'intimée durant la période d'inaptitude totale;
5. ORDONNE QUE toute demande à la Commission de l'intimée, de son dirigeant ou de toute autre personne liée fasse l'objet d'une enquête et soit soumise à l'attention d'un commissaire.

LOUISE PELLETIER
Commissaire

07661-5

No de référence : M02-

Page : 9

décision de la Commission, fait partie de la présente décision.